



Liberté • Egalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD – PAS-DE-CALAIS
PICARDIE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

Gravelines, le **2 5 MARS 2016**

UNITE DEPARTEMENTALE DU
LITTORAL
Rue du Pont de Pierre CS 60036
59820 GRAVELINES

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES
INSTALLATIONS CLASSEES**

Affaire suivie par : Jean-François DRON
Tél : 03 28 23 81 76
Fax : 03 28 65 59 45

pour présentation au CODERST

Jean-Francois.Dron@developpement-durable.gouv.fr

H:_Commun\2_Environnement\1_Etablissements\Equipe_G4\SICAL_070.01030\Dossier loi sur l'eau 2016\

OBJET : **Rétablissement de la continuité écologique sur le
vannage de la société SICAL à Lumbres**

N° S3IC : 070-01030

Type d'établissement : A / PN

Assujettissement TGAP : Non

Équipe : G4

REFERENCES : Transmission préfecture du 14 septembre 2015

DEMANDEUR

Raison sociale : **SICAL**

Adresse du siège social : 69 rue du Docteur Pontier
62 380 LUMBRES

Adresse de l'établissement : 69 rue du Docteur Pontier
62 380 LUMBRES

Activité : Fabrication de cartons et emballages

Contacts dans l'entreprise : Monsieur LEVEUGLE, Directeur Technique.
Monsieur MATULA, Responsable Environnement

Sommaire

- 1- Objet du rapport
- 2- Présentation de l'établissement et contexte réglementaire
- 3- Contenu du dossier du demandeur
- 4- Description des travaux et impact du projet
- 5- Instruction du dossier
- 6- Propositions de l'administration

Annexe

- 1- Proposition d'Arrêté Préfectoral Complémentaire

1- OBJET DU RAPPORT

La société SICAL, classée ICPE, est propriétaire de deux ouvrages hydrauliques situés sur l'Aa à Lumbres et référencés ROE 33976 et ROE 33977. Ces ouvrages sont réglementés par l'Arrêté Préfectoral du 4 juin 1852.

Une convention de mandat établie le 7 octobre 2013 entre la société SICAL et le Syndicat Mixte pour l'Aménagement et la Gestion des Eaux de l'Aa (SmageAa) désigne ce dernier comme Maître d'Ouvrage délégué, et lui confie le soin de réaliser au nom et pour le compte de la SICAL, les travaux d'aménagement nécessaires à la restauration de la continuité écologique de l'Aa et à la mise en conformité du site avec l'article L.214-17 du Code de l'Environnement.

Dans ce cadre, le SmageAa a déposé un dossier d'autorisation « loi sur l'eau » en vue de la modification de l'autorisation administrative du site pour la réalisation des travaux de rétablissement de la continuité écologique.

2- PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT ET CONTEXTE REGLEMENTAIRE

La société SICAL exploite, au sein de son établissement situé rue du Docteur Pontier à Lumbres, une activité de fabrication de cartons et d'emballages. L'installation procède également au moulage de pièces en matière expansée, transforme du polystyrène et du polypropylène. La production est destinée notamment au secteur alimentaire (secteurs de la marée, barquette viande, ...) et pharmaceutique.

Du point de vue Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, cette activité est autorisée par Arrêté Préfectoral du 2 avril 1999 complété par l'Arrêté Préfectoral Complémentaire du 22 octobre 2009.

Le site est globalement soumis à autorisation pour les rubriques suivantes :

- 2440 : fabrication de papier (32 000 t/an) et de carton (55 000 t/an) ;
- 2430-2 : préparation de pâte à papier par trituration mécanique à partir de vieux papiers (110 t/jour);
- 329 : dépôt de vieux papiers (3075 t);
- 2662-a: stockage de polystyrène et de polypropylènes sous forme de grains, de billes et de produits finis (quantité total stockée: 17 318 m3);
- 2910-A-1: installations de combustion comprenant deux chaudières au gaz naturel de puissances respectives 33,6 MW et 5,805 MW.

Le site est traversé par la rivière Aa sur laquelle se trouve deux ouvrages de vannage référencés ROE 33976 et 33977, propriétés de la société SICAL.

Les ouvrages hydrauliques en rivière constituent une entrave à la continuité écologique et morphologique. L'impact physique et écologique de ces ouvrages s'exerce à 3 niveaux:

- par un effet de « flux » qui se traduit par une modification des écoulements en crue pouvant augmenter des inondations en amont, un piégeage des sédiments fins qui colmatent la retenue et particulièrement une perturbation du franchissement piscicole;
- par un effet « retenue » qui occasionne une diminution des érosions latérales, une augmentation des hauteurs d'eau, une diminution de la diversité des faciès et une prolifération d'espèces piscicoles indésirables sur une rivière à salmonidés;
- par un effet « point dur » qui stabilise le profil en long limitant les érosions verticales, mais diminue les érosions latérales et donc limite fortement les possibilités de divagation naturelle des cours d'eau.

La directive cadre européenne sur l'eau de 2000, puis la loi sur l'eau et les milieux aquatiques de 2006 demandent à ce que les cours d'eau soient le plus possible proches de leur état naturel. Cet objectif se traduit, au niveau européen, par l'atteinte et le maintien du bon état écologique pour 2015.

Le classement des cours d'eau établi en 2012 classe le fleuve côtier Aa dans la liste 1 pour l'intégralité de son tracé (liste empêchant la création de nouveaux ouvrages sur la rivière) et dans la liste 2 pour la partie allant de Lumbres à Saint-Omer (les propriétaires d'ouvrages doivent prouver que ceux-ci ne sont pas un obstacle à la continuité écologique dans un délai de 5 ans à compter de la parution de la liste).

L'opération de rétablissement de la continuité hydraulique de l'Aa nécessite la modification des ouvrages présents sur le site, avec la suppression des vantelleries et la reconstitution d'un lit de rivière compatible avec les capacités de nage des poissons. Des travaux complémentaires sur les berges dénoyées et sur le bras asséché seront nécessaires.

L'aménagement des ouvrages est concerné par les rubriques suivantes de la nomenclature « loi sur l'eau » :

- rubrique 3.1.2.0. : installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0., ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau.

La modification du profil du cours d'eau est inférieure à 100 m. Le projet est donc soumis à déclaration pour cette rubrique.

- Rubrique 3.2.2.0. : installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau

La surface impactée par les travaux est inférieure à 10 000 m². Le projet est donc soumis à déclaration pour cette rubrique.

3- CONTENU DU DOSSIER DU DEMANDEUR

3.a- Complétude du dossier

Le dossier adressé le 24 juin 2013 au Service Départemental de la Police de l'Eau, intitulé « RETABLISSEMENT DE LA CONTINUITE ECOLOGIQUE SUR LE VANNAGE DE LA SICAL A LUMBRES - DOSSIER D'AUTORISATION LOI SUR L'EAU », et reçu par l'inspection le 30 novembre 2015, contient, conformément à l'article R.214-6 du code de l'environnement, les éléments relatifs à toute demande pour réaliser une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité soumise à autorisation, à savoir :

- le nom et l'adresse du demandeur,
- l'emplacement sur lequel les travaux doivent être réalisés,
- la nature, la consistance, le volume et l'objet de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou de l'activité envisagés, ainsi que les rubriques de la nomenclature dans lesquelles ils doivent être rangés,
- l'évaluation des incidences du projet sur la ressource en eau ainsi que sur les sites Natura 2000,
- les préconisations en matières de plantations,
- les éléments graphiques expliquant le projet.

3.b- Evaluation incidence Natura 2000

Les sites Natura 2000 les plus proches du projet sont les suivants :

- site FR3100487 « Pelouses, bois acides à neutrocalcicoles, landes nord-atlantiques du plateau d'Helfaut et système alluvial de la moyenne vallée de l'Aa » localisé à environ 30 mètres du site de SICAL,
- site FR3100488 « Coteau de la Montagne d'Acquin et pelouses du Val de Lumbres » à environ 4 km du site de SICAL,
- site FR3100498 « Forêt Tournehem et pelouse de la cuesta du Pays de Licques » à environ 15,5 km du site SICAL,
- site FR3112003 « Marais Audomarois » à environ 22 km du site SICAL,
- site FR 3100485 « Pelouses et bois neutrocalcicoles des cuestas du Boulonnais et du Pays de Licques et forêt de Guines » à environ 24 km du site SICAL,
- site FR3100495 « Prairies, marais tourbeux, forêts et bois de la cuvette audomaroise et de ses versants », à environ 25 km du site SICAL;

Le site NATURA 2000 susceptible d'être perturbé par le projet est le site FR3100487 dont l'intérêt réside dans sa diversité d'habitats landicoles et pelousaires abritant une flore riche et remarquable pour la région. Le dossier présenté par le demandeur comporte la liste des habitats et des espèces d'intérêt communautaires présents.

L'un des objectifs sur ce site Natura 2000 est le rétablissement de la continuité écologique sur l'Aa dont une partie en aval de la SICAL est inscrit comme réservoir biologique. Les travaux envisagés au niveau des ouvrages hydrauliques de l'usine de la SICAL concourent à cet objectif.

4- DESCRIPTION DES TRAVAUX ET IMPACT DU PROJET

L'opération de suppression des ouvrages de vannage permettant de rétablir la continuité écologique comprend les travaux suivants:

- Les travaux préparatoires (mise en place de la zone de cantonnement, aménagement des accès au chantier, mise en oeuvre d'un système de pompage pour travailler à sec, protection des ouvrages aériens sur le bras gauche, sondage géotechnique et étude de stabilité).
- Les travaux sur le bras droit:
 - recépage de la végétation ligneuse,
 - déplacement de la prise d'eau incendie qui sera remplacée à l'aval l'ouvrage du bras gauche, et replongée dans la fosse de dissipation au niveau de la confluence des deux bras,
 - enlèvement des vannes et du portique.
- Les travaux sur le bras gauche:
 - enlèvement des vannes et du portique en maintenant les passerelles,
 - arasement du radier jusqu'à la cote 39,40 m NGF sur environ 5 m de large et démolition des plate-formes béton,
 - reconstitution du lit de la rivière avec des enrochements de manière à redonner une pente constante de 1,1 % sur environ 60 m de long,,
 - protection de la berge dans le virage avec des enrochements afin d'éviter les affouillements,
 - mise en place de rideaux de palplanches en fonction des résultats des sondages géotechniques,
 - stabilisation du rejet d'eaux pluviales,
 - renforcement des pieux du pont,
 - protection par enrochements percolés,
 - aménagement des berges en rive gauche avec mise en place d'enrochements en pied de berge et réalisation de plantations en partie haute des berges.

Les travaux sont programmés sur la période 2015-2016. Ils seront réalisés en période d'étiage afin de limiter les impacts sur l'écoulement et le niveau de l'eau, en dehors des périodes de crues ou de fortes pluies, en en dehors des périodes de reproduction des espèces piscicoles.

L'écoulement des eaux sera maintenu lors de la phase chantier.

La phase de chantier sera limitée dans le temps et aura donc un impact temporaire. Une attention particulière sera prise durant les travaux afin d'éviter de rejeter une quantité importante de particules fines susceptibles d'être mises suspension dans l'eau. Des prescriptions seront imposées aux entreprises intervenant sur le chantier, notamment:

- l'entretien des engins (vidanges, etc...) sera interdit sur le chantier;
- les engins, et notamment les circuits hydrauliques, seront vérifiés avant le début du chantier, de manière à éviter les fuites;
- le stockage des huiles et des carburants se fera sur des emplacements réservés, et sur rétentions, avec la mise en place de collecte de déchets avec poubelles et conteneurs sur les berges.

En fin de chantier, il sera procédé à la remise en état et au nettoyage du site.

Le projet permettra de supprimer l'impact de l'ouvrage sur la morphologie du cours d'eau, et notamment sur le blocage des sédiments transitant vers l'aval. L'effacement de l'ouvrage améliorera le transport

sédimentaire, et permettra aux espèces piscicoles présentes de se déplacer entre les zones de reproduction et les zones de développement.

Un plan de prévention en cas de pollution sera mis en oeuvre pour la phase chantier. En cas de pollution accidentelle, l'entreprise se chargera d'avertir au plus vite le service chargé de la Police de l'Eau, et prendra les mesures nécessaires pour limiter l'étendue de la pollution et éviter qu'elle ne se reproduise: mise en place de barrage flottant et utilisation d'une pompe, prélèvement des terres souillées et évacuation vers une filière d'élimination adaptée.

Le projet doit permettre de rétablir la continuité écologique sur l'Aa, ce qui est l'un des objectifs de restauration du site Natura 2000 FR3100487. L'aménagement des ouvrages hydrauliques permettra de rétablir la libre circulation piscicole et sédimentaire, de reconstituer des zones de radiers et des faciès d'écoulement diversifiés.

5- INSTRUCTION DU DOSSIER

Le projet fait l'objet d'une Déclaration d'Intérêt Général

L'office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques a été consulté sur ce projet, et a remis un avis en date du 9 juillet 2014. Dans cet avis, l'Onéma:

- relève quelques incohérences au niveau des hauteurs de chutes et des tailles des blocs,
- demande que soit précisé la densité d'implantation pour les plus gros blocs,
- préconise une visite hebdomadaire de contrôle pour la rampe en enrochements.

Par courrier du 18 mars 2016, le SmageAa indique que les remarques techniques de l'Onéma ont été prises en compte, et en particulier:

- les incohérences au niveau des hauteurs de chutes ont été corrigées,
- la densité des gros blocs (800/1000 kg) est précisée (1 bloc tous les 2 x 2 m),
- le suivi de l'aménagement se fera mensuellement et après chaque crue pendant la première année, puis annuellement en étiage et après chaque crue importante les années suivantes.

Un projet d'arrêté préfectoral reprenant l'ensemble de ces éléments a été établi et transmis à l'exploitant pour avis par courriel du 22 mars 2016.

Par retour de courriel le 23 mars 2016, l'exploitant a indiqué ne pas avoir de remarque particulière à émettre sur le projet d'arrêté.

6- PROPOSITION DE L'INSPECTION

Considérant:

- que le dossier présenté répond aux obligations réglementaires actuelles et à venir concernant les ouvrages qui font obstacle à la continuité écologique;
- que les travaux proposés et repris dans le projet d'arrêté préfectoral annexé s'inscrivent dans le cadre de la restauration de la libre circulation des poissons sur le cours d'eau de l'Aa, et vont concourir à l'atteinte de l'objectif de bon état écologique dans le bassin de l'Aa;
- que l'impact de ces travaux sur la ressource en eau et les milieux aquatiques a été évalué et les mesures d'évitement et de réduction nécessaires sont prévues et précisées dans le projet d'arrêté préfectoral;

Le service instructeur propose aux membres du CODERST d'émettre un avis favorable au projet de prescriptions joint en annexe visant à acter les travaux d'arasement des ouvrages hydrauliques référencés ROE 33976 et 33977.

Cet Arrêté Préfectoral Complémentaire sera pris dans les formes prévues à l'article R512-31 du livre V, partie réglementaire du code de l'Environnement.

L'Inspecteur de l'Environnement
Spécialité Installations Classées



Jean-François DRON

Vu et transmis à Monsieur le Directeur Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Nord / Pas-de-Calais / Picardie - À l'attention de Monsieur le Chef du Service Risques.

Gravelines, le25 MARS 2016

Le Chef de l'Unité Territoriale du Littoral



David LEFRANC

Vu et transmis avec avis conforme à Madame la Préfète du Pas-de-Calais – Direction des Affaires Générales – Bureau des Procédures d'Utilité Publiques – Section Installations Classées

Lille, le27 AVR. 2016

P/Le Directeur et par délégation,
L'Ingénieur des Mines,
Chef du Service Risques,



David TORRIN

L. G. 2016

Commune de LUMBRES

Société SICAL

ARRETE IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.211-1 à L.211-7-1, L.214-1 et suivants, R.214-1 à R.214-56, et R.214-88 à R.214-104;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action de l'Etat dans les régions et départements;

Vu le décret du 29 janvier 2015 portant nomination de Madame Fabienne BUCCIO, en qualité de préfète du Pas-de-Calais (hors classe);

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Artois Picardie;

Vu le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Delta de l'Aa;

Vu le règlement d'eau des ouvrages fixé par arrêté préfectoral du 4 juin 1852 et complété par arrêté préfectoral du 26 avril 1884;

Vu l'arrête préfectoral du 20 décembre 2012 établissant la liste des cours d'eau mentionnée au 2° du I de l'article L.214-17 du Code de l'Environnement pour le bassin Artois-Picardie;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 avril 1999 ayant autorisé la société SICAL à exploiter une papeterie-cartonnerie à LUMBRES (62 380);

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2009;

Vu la demande d'autorisation complémentaire au titre de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement, déposée au Guichet Unique de la Police de l'Eau le 24 juin 2013, le SmageAa intervenant en tant que mandataire de la société SICAL;

Vu l'avis de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques en date du 9 juillet 2014;

Vu le rapport de M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, en date du

Vu l'envoi des propositions de M. l'Inspecteur des Installations Classées au pétitionnaire en

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du

Considérant que le dossier présente un caractère d'intérêt général;

Considérant que le dossier répond aux obligations réglementaires actuelles et à venir concernant les ouvrages qui font obstacle à la continuité écologique, et que les travaux proposés s'inscrivent dans le cadre de la restauration de la libre circulation des poissons sur la Aa et vont concourir à l'atteinte de l'objectif de bon état écologique dans le bassin Artois-Picardie;

Considérant que l'impact de ces travaux sur la ressource en eau et les milieux aquatiques a été évalué et que des mesures d'accompagnements sont mises en œuvre ;

Considérant que des prescriptions particulières sont nécessaires afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de Préfecture du Pas-de-Calais;

ARRETE

ARTICLE 1:

La société SICAL, dont le siège social est situé 69 rue du Docteur Pontier à LUMBRES (62 380), est autorisée à poursuivre et modifier l'exploitation de son site implanté à la même adresse, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté qui complète les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 avril 1999 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2009.

ARTICLE 2: CONDITIONS GENERALES

La société SICAL est autorisée à réaliser les travaux sur les ouvrages hydrauliques "ROE 33976" et "ROE 33977" tels que définis dans le dossier de demande d'autorisation complémentaire, sans préjudice des dispositions résultant des prescriptions particulières fixées par le présent arrêté.

Les rubriques de la nomenclature annexées à l'article R.214-1 du Code de l'Environnement concernées par ces travaux sont les suivantes:

Rubriques	Intitulé	Caractéristiques des travaux	Régime
3.1.2.0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en loong ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0. ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau. 1° - sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 (A) 2° - sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D) Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à plein bords avant débordement.	Modification du profil du cours d'eau inférieure à 100 m	Déclaration
3.2.2.0.	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau: 1° - surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m ² (A) 2° - surface soustraite supérieure à 400 m ² et inférieure à 10 000 m ² (D)	Surface impactée par les travaux inférieure à 10 000 m ²	Déclaration

ARTICLE 3: REGLEMENT

Le règlement d'eau des ouvrages, fixé par arrêté préfectoral du 4 juin 1852 et complété par arrêté préfectoral du 26 avril 1884 est abrogé.

ARTICLE 4: AMENAGEMENT DES OUVRAGES ET TRAVAUX CONNEXES

L'aménagement des ouvrages ROE 33976 et ROE 33977 comprend les travaux suivants:

Travaux préparatoires:

- mise en oeuvre d'un système de pompage pour évacuer les amenées d'eau et travailler à sec,
- abattage d'arbres en haut de berge et création d'une piste d'accès,
- mise en place d'un batardeau sur le bras gauche,
- réalisation de sondages géotechniques pour vérifier la stabilité des murs au droit du décaissement,
- protection des ouvrages aériens.

Travaux sur le bras droit:

- recépage de la végétation ligneuse sur le bras droit,
- déplacement de la prise d'eau incendie qui est replongée dans la fosse de dissipation au niveau de la confluence des deux bras,
- enlèvement des vannes et du portique.

Travaux sur le bras gauche:

- enlèvement des vannes et du portique,
- arasement du radier jusqu'à la cote 39,40 m NGF,
- reconstitution du lit de la rivière pour lui donner une pente constante de 1,1%,
- protection en enrochements des berges dans le virage,
- mise en place de rideaux de palplanches en fonction des résultats de l'étude géotechnique, au pied des murs de soutènement du radier des vannes existantes sur le bras gauche,
- stabilisation du rejet d'eaux pluviales avec mise en place de matelas réno,
- renforcement des pieux du pont par la mise en place de coffrages en béton,
- bétonnage des enrochements en contact avec les maçonneries existantes pour stabiliser les fondations,
- aménagement des berges en rive gauche avec mise en place d'enrochements 50-100 kg en pied de berge, et apport de terre et plantations de boutures de saules en partie supérieure.

ARTICLE 5: CONDUITE DU CHANTIER

L'écoulement normal des eaux est maintenu durant les travaux d'aménagement du dispositif de franchissement sur l'ouvrage.

Période de réalisation des travaux:

- Les travaux impactant le lit mineur sont réalisés entre le 15 juin et le 15 octobre d'une même année afin de prévenir toute atteinte aux déplacements des espèces piscicoles, à leur reproduction et au développement des juvéniles.
- Les travaux impactant la ripisylve sont réalisés entre le 15 août de l'année N et le 31 mars de l'année N+1 afin de prévenir toute atteinte à la nidification et à la reproduction des oiseaux.
- Le pétitionnaire (ou son mandataire) prévient le service de police de l'eau du démarrage des travaux et lui transmet un calendrier prévisionnel d'exécution. Il l'avertit, le cas échéant, des interruptions ainsi que de la fin du chantier.
- Dans le cadre du traitement des invasives, la période d'arrachage et de fauche intervient en dehors

de la période de fructification afin de limiter toute dissémination.

Pollution:

- Les installations de chantier sont éloignées au maximum du cours d'eau et situées hors zone inondable.
- Le stockage des produits polluants (huiles et carburants) est interdit à proximité du chantier. Il est établi sur des emplacements réservés étanches, et sur rétentions, en dehors du lit majeur.
- Les engins, et notamment les circuits hydrauliques, sont vérifiés avant le début du chantier, de manière à éviter les fuites. Leur entretien (vidanges, etc) est interdit sur le chantier.
- Un plan de prévention est mis en oeuvre en cas de pollution accidentelle durant la phase chantier. L'entreprise avertit au plus vite le service chargé de la police de l'eau et prend les mesures nécessaires pour limiter l'étendue de la pollution et éviter qu'elle ne se reproduise: mise en place de barrage flottant et utilisation d'une pompe, prélèvement des terres souillées et évacuation vers une filière d'élimination adaptée.
- Les matériaux mis en oeuvre ne doivent pas altérer la qualité de l'eau du cours d'eau.
- Le pétitionnaire (ou son mandataire) veille, par tout moyen utile, à limiter la mise en suspension de particules fines dans l'eau. Les travaux de terrassement et de plantation sont réalisés à sec et des filtres de paille sont mis en place lors de la mise en eau après travaux.
- En fin de chantier, il est procédé à la remise en état et au nettoyage du site.

Surveillance du chantier:

- Le chantier est placé sous la responsabilité d'un chef de chantier qui veillera à la bonne réalisation des opérations et au respect des prescriptions du présent arrêté.
- Pendant l'exécution des travaux, toutes les précautions sont prises pour ne pas provoquer d'inondation ou aggraver la vulnérabilité des autres occupants de la zone au regard des risques d'inondation.
- Une surveillance constante est nécessaire durant toute la phase travaux. Des moyens d'intervention doivent être disponibles, à tout moment, pour permettre un retrait rapide des installations pouvant être soumises au risque d'inondation ou susceptibles d'augmenter ce risque.

ARTICLE 6: SURVEILLANCE DE LA FONCTIONNALITE DU DISPOSITIF DE FRANCHISSEMENT

Un suivi hydromorphologique, physico-chimique, biologique et piscicole est mis en oeuvre sur au moins 5 ans à l'issue des travaux d'aménagement du dispositif de franchissement sur l'ouvrage, afin de suivre les éventuels phénomènes d'érosion et les gains écologiques obtenus. Si nécessaire, de nouveaux levés topographiques peuvent être réalisés pour évaluer l'évolution morphologique du cours d'eau.

ARTICLE 7: ENTRETIEN

Le propriétaire conserve l'obligation d'entretien des ouvrages ou parties d'ouvrages qu'il possède, des berges et du lit dont il a la riveraineté.

Le propriétaire des ouvrages fera réaliser une visite de contrôle hebdomadaire de la rampe d'enrochements avec enlèvement des éventuels embâcles présents.

ARTICLE 8: DELAI D'EXECUTION

Les travaux mentionnés au présent arrêté sont exécutés avant le 15 octobre 2016.

Le pétitionnaire (ou son mandataire) informe le service chargé de la police de l'eau de la fin des travaux, dans les 15 jours qui suivent leur réalisation, et lui transmet les plans de récolement.

ARTICLE 9: MOYENS DE CONTROLE

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques ont libre accès aux installations, dans les conditions fixées par le Code de l'Environnement. Ils peuvent demander la communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

ARTICLE 10: AUTRES REGLEMENTATIONS

Le propriétaire de l'ouvrage est tenu de se conformer à tous les règlements existants.

ARTICLE 11: DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent réservés:

ARTICLE 12: PUBLICITE

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de LUMBRES pendant une durée minimum d'un mois. Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée identique.

Le maire de LUMBRES fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture du Pas-de-Calais - l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société SICAL.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de la société SICAL dans deux journaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 13: DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lille :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

